



StreetNet International publie ce bulletin en quatre langues pour donner les informations et opinions aux affiliés

StreetNet accueille SEWA pour leur visite sur terrain en Afrique du Sud

StreetNet International a accueilli son affiliée SEWA (Association des Travailleuses Indépendantes) pour leur visite sur terrain à Durban en Aout. Elles ont également visité Johannesburg. SEWA, une organisation basée en Inde a été choisie par le Gouvernement Indien pour la mise en œuvre d'un projet intitulé "Renforcement des organisations et ONGs du peuple africain" où cinq pays sont sélectionnés en Afrique. L'Afrique du Sud est l'un de ces pays.

L'Association des Travailleuses Indépendantes (SEWA) est un syndicat de près de 1,8 million de travailleuses de l'économie informelle. Fondée en 1972 par Ela Bhatt, une avocate du travail et organisatrice, SEWA est passée de quelques milliers de femmes à Ahmedabad, à un mouvement national et international des travailleuses autonomes. SEWA a commencé parce que c'était devenu évident que la majorité des travailleurs, surtout les femmes, n'avaient aucune relation fixe employeur-employé, et certains ne pouvaient même pas jouir de leurs droits en tant que travailleurs.

La visite d'échange a été organisée avec l'aide de StreetNet International. Il y avait douze femmes participantes de SEWA, la plupart étant des leaders de groupes. Elles ont travaillé avec de différentes coopératives, syndicats, ONG et des organisations à base de membres. Il y a déjà eu beaucoup de visites d'échange entre les leaders de SEWA et leurs



Ela Bhatt (au centre, vêtue d'une blouse crème), et les femmes de SEWA

homologues africaines avec l'intention d'apprendre les uns des autres et de soutenir l'action collective dans ces pays.

Comme c'est la première fois que VimoSEWA et ses organisations sœurs ont entrepris un projet de ce genre, on estime qu'une bonne compréhension des besoins des populations pauvres et défavorisées, en particulier les femmes, dans chaque pays est essentielle. SEWA a toujours travaillé en

utilisant une approche "ascendante, de bas-en-haut" centrée sur la personne. Elles attendent collaborer avec les organisations locales dans chaque pays pour évaluer les besoins et priorités des gens, identifier ce qui existe et les apports nécessaires.

L'étude sera soigneusement élaborée et exécutée en tenant compte de tous les 5 aspects, qui sont la micro-finance, la micro-entreprise, la micro-assurance, la santé et la

garde d'enfants et le renforcement des capacités.

Au fil des ans, SEWA a utilisé cette approche globale et intégrée, qui aide les femmes et leurs familles à devenir autonomes. Ainsi, une évaluation globale et complète des besoins est la première étape de ce projet.

Pour chacun des 5 grands secteurs d'action, des activités séparées ont été prévues comme indiqué ci-dessous, qui seront adaptées aux cinq pays:

1. Micro-finance - la promotion des groupes d'entraide mutuelle pour fournir des services financiers intégrés (épargne, crédit, assurance et caisse de retraite), le renforcement de leurs capacités et l'extension de la connaissance financière de base.

2. Les Micro-entreprises et la promotion des moyens de subsistance - examiner ce qui est faisable, les marchés, etc., puis aider les organisations à créer leurs propres micro-entreprises viables.

3. La micro-assurance - développer des plans pour étendre la micro - assurance aux communautés locales, surtout les femmes, et

puis le renforcement des capacités pour aider les organisations locales à les mettre en application.

4. La santé et la garde d'enfants développer des systèmes appropriés (adaptés aux conditions et aux besoins locaux) pour atteindre les communautés locales, en particulier les femmes et les enfants, avec les soins de santé primaires, y compris l'éducation sanitaire et l'information de sauvetage. Le renforcement des capacités des dirigeants, la gestion de leurs propres activités et l'administration de leurs propres organisations

5. Le renforcement des Capacités pour les leaders, la gestion de leurs propres activités et organisations.

L'un de leurs points saillants était la réunion avec Ela Gandhi, qui est la petite-fille du feu Mahatma Gandhi. Elle est aussi une activiste de la paix et a été à l'avant-garde des grands changements en Afrique du Sud. La fondation de SEWA est basée sur les principes de Gandhi, y compris la fabrication de vêtements naturels et sans animaux, qui est l'un des projets qu'elles

mènent. "Rencontrer Ela, c'était comme rencontrer Gandhi et c'était une expérience très émouvante et touchante de visiter l'endroit où il a vécu, a commenté le groupe.

Elles ont également partagé la position selon laquelle les acteurs du secteur informel sont très talentueux et ceci doit être plus souvent mis en évidence. L'une de leurs préoccupations concerne le manque de protection sociale pour ces travailleurs. Les socles de protection sociale sont basés sur des mesures de base de sécurité, telles que les soins médicaux, la sécurité alimentaire, la garde d'enfants et l'infrastructure publique. L'infrastructure publique se compose de l'accès à l'eau, de l'assainissement, des espaces appropriés pour le commerce, la collecte de déchets et le transport.

SEWA a déjà organisé un atelier avec l'aide de StreetNet. StreetNet est une organisation de travailleurs basée à Durban qui représente ses affiliés au niveau national et international. SEWA, qui est une affiliée de StreetNet va finaliser ses études afin qu'elles puissent aider davantage dans les cinq domaines d'action, qui seront adaptés pour répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique du Sud



Coordonnées
Site web: www.streetnet.org.za
Tel: +27 31 307 4038
E-mail: info@streetnet.org.za



Sommaire

StreetNet accueille SEWA pour leur visite sur terrain en Afrique du Sud.....	1-2
Rapport sur la Visite au Salvador et au Costa Rica.....	3
Les manifestations pour le changement au Brésil, les vendeurs de rue et la Coupe du Monde de Football de 2014	4-5
StreetNet organise un Atelier Régional pour l'Europe de l'Est.....	6-7
Une Réunion Syndicale Sous-régional s'est tenue à Issyk-Kul, au Kirghizistan	7-8
Atelier Régional des Amériques pour l'Economie Sociale et Solidaire et le Leadership des Femmes.....	9
Réunion du Conseil International à Conakry Ouvrir la voie pour l'Avenir.....	10
Utiliser les Médias Sociaux pour Créer un Impact.....	11
L'organisateur de StreetNet International visite l'Afrique de l'Est: le Burundi, le Rwanda et le Kenya.....	12

RAPPORT SUR LA VISITE AU SALVADOR ET AU COSTA RICA

Par Monica Scott Garzaro, Organisatrice de StreetNet

La région d'Amérique centrale comprend les pays du Guatemala, El Salvador, le Belize, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et le Panama. StreetNet International a des affiliés dans trois de ces pays à savoir le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Dans les pays visités, il y a des organisations qui travaillent avec les vendeurs de rue et de marché ainsi que les organisations qui travaillent avec d'autres secteurs de l'économie.



La visite à San Salvador, El Salvador a eu lieu du 23 au 26 Juillet 2013 tandis que celle de San Jose, au Costa Rica s'est tenue du 30 Juillet au 2 Août 2013.

EL SALVADOR

Parmi les nombreuses organisations visitées, FESTIVES, la fédération des travailleurs autonomes, est celle qui organise les travailleurs indépendants. Herminio Guevara, Secrétaire Général, avec le soutien de la Confédération des Travailleurs Démocratiques (CTD) et son Secrétaire Général, José Amaya, m'ont donné l'occasion de rencontrer les vendeurs de rue dans leurs lieux de travail et aux marchés. J'ai parlé à plusieurs vendeurs sur leur situation. Beaucoup parmi eux subviennent à leurs

besoins quotidiens en travaillant dans ces positions pendant plus de vingt ans. C'est vraiment un exploit si l'on tient compte de la persécution et des menaces continuelles par le gouvernement local visant à les réinstaller ailleurs. D'autres problèmes rencontrés sont le manque de couverture sociale, la criminalisation du secteur, et peu d'opportunités de dialogue pour présenter les alternatives viables aux autorités locales et nationales.

FESTIVES réunit les syndicats du secteur informel partout sur le territoire d'El Salvador. Ils ont une structure de prise de décision basée sur un Congrès fédéral, qui se réunit chaque année, ainsi qu'un conseil de 9 membres qui sont élus à chaque Congrès. Dans le Conseil, certaines femmes sont Secrétaires bien qu'il n'y ait aucune commission ou Secrétariat spécifique qui s'occupe des questions de genre, ils croient en l'égalité entre les hommes et les femmes. Actuellement, ils sont en train de négocier l'acceptation de la Loi Spéciale pour les travailleurs indépendants, qui va reconnaître les droits des travailleurs informels que l'État a jusqu'à présent refusé de reconnaître et, finalement, un effet favorable sur la vie des travailleurs de ce secteur dans 262 municipalités.

COSTA RICA

J'ai rencontré plusieurs organisations au Costa Rica et j'ai parlé avec Katia Gil, Coordonnateur du projet de l'OIT sur l'Economie Informelle. Le projet a commencé en Octobre 2012 et vise à aider les vendeurs de rue, les travailleurs domestiques et les travailleurs dans les micro-entreprises à faible productivité, à travers la mise en place d'une plate-forme pour le dialogue tripartite. L'objectif à long terme est de promouvoir le respect des droits des travailleurs dans l'Economie Informelle, de créer et renforcer les mécanismes de travailleurs d'avoir accès à la protection sociale et d'exercer pleinement leurs droits. Parmi les composantes de ce projet figure la capacité technique et organisationnelle des travailleurs.

J'ai aussi rencontré Miguel Marin, Secrétaire Général de la Centrale CMTC; le Mouvement des Travailleurs du Costa Rica, et Randall Zuniga, son Secrétaire Général ainsi que Katia Barquero, Secrétaire à l'organisation du Syndicat des Commerçants Propriétaires Stationnaires et Assimilés (SINTRACOPEA). Ils m'ont informé de la grande croissance du secteur des travailleurs indépendants et autonomes au Costa Rica à cause des politiques néo-libérales. SINTRACOPEA m'a accompagné pour visiter les lieux de travail de plusieurs vendeurs. Pendant ce temps, la police locale faisait un examen des positions des travailleurs dans le secteur qu'ils appellent "propriétaires stationnaires". Les vendeurs ont affirmé que les violations des mesures arbitraires sont criminalisées, par exemple, étendre la taille réglementée des stands de quelques centimètres.

SINTRACOPEA a été créé en 2010 afin de défendre les vendeurs de marché et pour leur permettre de négocier avec les autorités municipales, des solutions alternatives aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Ils donnent également des conseils juridiques



les vendeurs de rue de San Jose, au Costa Rica

gratuits à tous les membres qui pourraient en avoir besoin. D'autres initiatives sont la formation générale, technique et professionnelle de leurs membres.

Enfin, j'ai été interviewé sur une émission de radio par CMTC, qui m'a donné l'occasion d'expliquer ce qu'est StreetNet International, et la situation vécue par les vendeurs de rue et de marché au niveau international.



les vendeurs de rue de San Salvador, en El Salvador

Les manifestations pour un changement au Brésil, les vendeurs de rue et de la Coupe du Monde de Football de 2014

Par Maíra Villas-Bôas Vannuchi

Beaucoup de gens qui ont suivi la vague de manifestations politiques et des changements en cours au Moyen-Orient, Turquie, Wall Street et d'autres endroits à travers le monde ces derniers temps, se demandent ce qui se passe au Brésil depuis Juin. La presse internationale a diffusé des images étonnantes de milliers de personnes en train de descendre dans les rues en disant "Assez!" aux abus de la puissance publique. Ces abus proviennent toujours du secteur privé, sous la forme d'exclusion des pauvres, la hausse des prix, la corruption, laissant les gens avec moins de droits et le grignotage des prestations d'aide sociale pour la population.



Les manifestations au Brésil n'ont pas d'explication simple et compréhensible. Ils n'avaient pas un objectif commun, mais ont exprimé un sentiment commun: la façon dont les choses sont, ne doivent pas être. C'est inquiétant pour les mouvements sociaux de partager l'espace avec les conservateurs et les non-politisés. Nous nous sommes méfiés d'eux et étions inquiets que le soulèvement populaire pourrait être manipulé par l'élite pour faire tomber le Parti Travailleuse (PT), qui a effectivement commis beaucoup d'erreurs, mais est sans doute beaucoup mieux que les partis de droite. Toutefois, le sentiment généré par un rassemblement de plus de 500 mille personnes dans les rues, qui criaient "le géant s'est réveillé!" et "trop, c'est trop!", a ébranlé les cœurs de ceux qui ont lutté pendant des années contre l'apathie sociale et pour un monde plus juste.

Pendant les premières semaines de Juin, toutes sortes de personnes se sont rassemblées dans

les rues. Le fusible de la révolte sociale, a été la hausse des frais de transport public à São Paulo. Les jeunes qui n'avaient jamais été dans les rues, ni revendiqué des changements politiques, les vieilles personnes conservatrices qui en ont marre avec le Parti Travailleuse, les travailleurs qui ne pouvaient pas supporter une autre hausse de prix sans aucune amélioration visible ou hausse des salaires, ont arrêté tout ce qu'ils faisaient pour réclamer leurs droits. Ils étaient accompagnés des mouvements sociaux qui avaient initié les manifestations, et qui ont toujours été dans les rues pour protester. Les groupes sociaux, qui connaissent bien le débat politique et la lutte, ont constaté qu'ils étaient confrontés à une foule féroce, passionnée et excitée, et en général, ont eu du mal à concilier cette image

d'une masse de personnes, politiquement indifférentes, qui se sont levées pour lutter pour la justice. Les manifestants de "newbie" ont ramassé leurs anciens drapeaux du Brésil, essentiellement utilisés pour célébrer les victoires de football, et ont écrit leurs revendications sur des feuilles en carton. Une multiplicité de réclamations a été faite, mais leurs revendications ont été réunies en une seule chanson commune - l'hymne national.

Nous, membres des mouvements sociaux, avons gelé dans la crainte. En dépit de la poésie devant nos yeux - de personnes qui rejettent leur apathie, reprennent les rues et le soutien populaire pour leurs protestations - le fantôme d'une dictature militaire récente qui a écrasé la gauche Brésilienne, a créé une blessure profonde à la démocratie, et a réduit les droits sociaux des personnes sous le couvert de nationalisme, a plané sur nous. La masse diverse et diffuse des manifestants a

commencé à préciser qu'ils n'étaient pas représentés par aucun parti politique ou courant politique, sous les slogans "Pas de partis!". La principale critique contre la politique partisane des partis d'aujourd'hui, c'est que leurs partisans infiltrent souvent les manifestants d'extrême droite pour harceler les mouvements sociaux, brûler des drapeaux rouges, attaquer les militants et expulser les membres de toute organisation politique.

Les manifestations ont continué à s'étendre et gagner du terrain, atteignant les grandes villes de toutes les régions du pays, même à l'intérieur. La situation est devenue telle que la Présidente Dilma a dû faire quelques compromis de la part du gouvernement, affirmant que le gouvernement était à l'écoute des voix dans les rues. La réussite immédiate est que toutes les villes ont réussi à stopper la hausse des prix des transports publics.

Vous allez peut-être vous demander la part de la Coupe du Monde de 2014 et des vendeurs de rue dans tout ça.

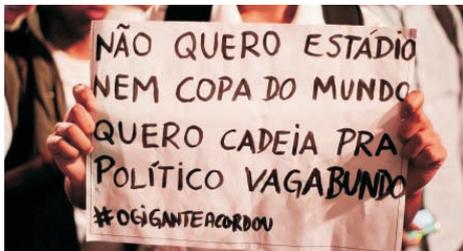
Nous des mouvements sociaux, avons procédé à une auto-évaluation pour savoir pourquoi nous n'avons pas réussi à inspirer le même genre de soutien de masse et de soulèvements populaires lors de nos manifestations, après que le grand nombre de manifestants soit retourné à leur vie normale, laissant les politiciens vraiment sous pression et inquiets. Nous avons relevé deux facteurs importants - l'augmentation des frais de transports publics (par la suite interdite dans la plupart des villes), et le détournement de fonds publics. Les manifestations ont eu lieu au même moment que l'on jouait pour la Coupe de la Confédération. Pour ceux qui ne le savent pas, les jeux de la Coupe de la Confédération se font dans tous les pays qui accueilleront la Coupe du Monde de la FIFA, dans le but apparent de tester l'état de préparation des infrastructures pour accueillir la Coupe du Monde, ainsi que la capacité des pays de gérer l'événement, d'abord sur une petite échelle.

C'est là que l'importance des comités populaires de la coupe du monde se trouve. Mis en place initialement à la fin de 2010, à Rio de Janeiro à partir des restes de l'organisation sociale mobilisée pour les Jeux panaméricains de 2007, la structure des comités populaires a été élargie à l'ensemble des 12 villes hôtes et a réuni différentes organisations sociales dans une structure horizontale non-partisane. Cherchant à couvrir toutes les sphères de la société touchées par la Coupe du Monde, les comités populaires ont mené des activités visant à rendre compte des violations des droits de l'homme et de renforcer la mobilisation des

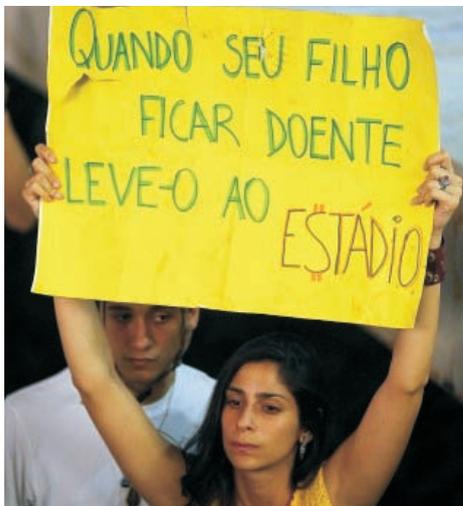
groupes sociaux touchés par la commercialisation des espaces publics et l'embourgeoisement social "nécessaire" pour l'organisation de la Coupe du monde de Football.

Beaucoup d'organisations de vendeurs de rue qui ont participé à la Campagne de StreetNet sur les Villes de Classe Mondiale pour Tous au Brésil, ont fait partie des comités populaires, côte à côte avec le mouvement sur le logement, les organisations qui luttent contre le tourisme sexuel et les violations des droits des enfants, les travailleurs de la construction, les organisations des droits humains et autres.

La catastrophe d'investir une énorme somme d'argent dans un événement conçu pour inclure quelques gens et au profit du grand capital dans un pays où les gens meurent aux portes de l'hôpital en attente de soins médicaux et meurent de faim quand la sécheresse tue les cultures vivrières et la croissance, était évidemment souligné dans les soulèvements populaires de Juin, conduisant à une résistance de masse à la Coupe des Confédérations. Ce phénomène s'est produit d'une telle manière que Pelé, le grand joueur de football de tous les temps, est allé aux médias demandant aux gens de sortir de la rue pour soutenir la Coupe, en faisant appel à la passion nationale des Brésiliens pour le football. Bien sûr, nous l'avons soutenue, et avons subi une défaite en finale contre l'Espagne, puis nous avons célébré quand nous avons remporté le match contre les champions du monde en titre, mais le mal était fait. Les contradictions et les indignations exprimées à travers les cartes comme celles ci-dessous ont été observées partout dans le pays.



Nous ne voulons pas des stades ni de la coupe du monde. Nous voulons des prisons pour les politiciens. #Le géant s'est réveillé



"Quand ton enfant tombe malade, amène-le au Stade"



Porto Alegre: "SOS camelódromo" Les membres d'ASFERAP dans une réunion à la chambre de législation municipale (Juillet 2013)

Les gens sont retournés à leur vie normale et les mouvements sociaux ont continué à organiser et garder leurs agendas, mettant pression sur le gouvernement et gagnant du terrain. Lorsque les gouvernements sont allés entendre la voix de la rue, le mouvement des personnes émergentes n'était plus là. Ce qui y restait étaient les mouvements sociaux qui ont toujours été là, au même endroit, réclamant l'amélioration et la protection des violations de droits.

Les villes ont continué dans la paix et les groupes sociaux organisés ont gagné de la puissance et de l'espace dans l'arène politique. Par la suite, nous avons reçu des rapports des organisations de vendeurs de rue à Porto Alegre, Belo Horizonte, Rio de Janeiro et São Paulo, qui ont activement pris part aux manifestations et à la mobilisation sociale, qui se trouvent renforcées après les manifestations de masse.

A Porto Alegre, en plus d'aller dans la rue pendant les manifestations, l'ASFERAP a utilisé le moment politique pour mettre en évidence l'arbitraire et l'injustice contre les vendeurs de rue dans les marchés populaires de la ville. Ils ont également protesté contre la privatisation des espaces publics qui ont été offerts aux sponsors officiels de la Coupe du Monde, ce qui empêche le travail des vendeurs de rue du centre-ville.



Porto Alegre: Juliano Fripp, membre d'ASFERAP lors d'une manifestation à Porto Alegre: "Fortunati (Maire) rend la galerie populaire aux vendeurs de rue!"

A Belo Horizonte, l'ABAEM créé par des vendeurs de rue qui vendent autour du stade, ont joint leurs efforts avec le Comité Populaire de Belo Horizonte et ont participé à toutes ses manifestations. Pendant l'occupation de la chambre de la législation municipale, l'assemblée populaire a approuvé la constitution d'un groupe de travail des vendeurs de rue qui allait négocier avec le Maire et le Gouverneur, concluant ainsi avec succès, l'agenda des vendeurs de rue dans les manifestations et développements à Belo Horizonte.



Belo Horizonte: "Les vendeurs de rue de Mineirão (stade) pour le droit de travail et pour la culture à Belo Horizonte"

A Rio de Janeiro, nous avons entendu des rapports des membres de l'AEFO qui ont participé aux manifestations, devant que le siège du Gouvernement Provincial. MUCA a également participé à toutes les activités du comité populaire dont le camping en face de la maison du Maire.

A São Paulo le forum des vendeurs de rue, soutenu par le Centre Gaspar Garcia pour les Droits de l'Homme, en plus de participer aux manifestations, a également contribué à faire pression sur le Maire pour définir, avec leur participation, un plan municipal pour les vendeurs de rue.



São Paulo: "Trop de mensonges" et "Pourquoi la Police est contre les travailleurs?"

Nous sommes encore en train d'évaluer l'impact des manifestations de masse aux organisations sociales et à la société. Mais une chose est certaine - nous venons d'assister à un tournant et le scénario politique du Brésil est maintenant extrêmement favorable aux vendeurs de rue et à se battre pour et assurer leurs droits à la Coupe du Monde de Football l'année prochaine.

Rien pour Nous sans Nous!

StreetNet organise un Atelier Régional de l'Europe de l'Est.

Par Oksana Abboud, Organisatrice de StreetNet

Le 22 Juillet 2013, StreetNet International a tenu son atelier de l'Europe de l'Est pour ses affiliés de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, à Bichkek, au Kirghizistan.

L'objectif principal de cet atelier était de sensibiliser les affiliés de StreetNet sur des questions telles que les socles de protection sociale, les forums de négociation pour les vendeurs de rue et l'économie sociale et solidaire.

Toutefois, étant donné que le 4ème Congrès International de StreetNet International a adopté la résolution pour un cinquième Point Focal Régional (PFR) pour l'Europe et l'Asie Centrale, les participants à cet atelier ont dû entamer des discussions sur la question de l'organisation du Point Focal dans leur région.

C'est Pat Horn, Coordinatrice Internationale de StreetNet a ouvert l'atelier. Elle a présenté l'ordre du jour et ses objectifs, et a sollicité les attentes des participants. Mubara Niyazova, Vice-président de l'Union Syndicale du Commerce qui a remplacé Damira Dolotalieva, qui est également du Comité Central de l'Union Syndicale du Commerce de la République Kirghize a aussi souhaité la bienvenue aux participants à l'atelier.

Il y avait 8 participants représentant les affiliés de StreetNet de 3 pays de l'Europe de l'Est (Moldavie, Ukraine, Azerbaïdjan), de la République Kirghize de l'Asie Centrale et un participant d'UPTA (Espagne) qui a représenté le seul affilié de StreetNet en Europe de l'Ouest. L'objectif était de permettre à UPTA de commencer des discussions avec et apprendre à connaître les autres affiliés de StreetNet de l'Europe de l'Est.

Un leader d'un syndicat de vendeurs du marché du Kazakhstan, dont l'organisation n'est pas encore affiliée à StreetNet, a aussi participé à l'atelier.

Pendant l'atelier, Pat Horn a informé les participants sur la politique de StreetNet, sa structure et ses priorités. Elle a également présenté un bref historique à ce sujet.



Pour le reste de la journée, l'atelier a porté sur les points suivants :

- * L'Economie Sociale et Solidaire, ses objectifs et comment elle fonctionne. De bons exemples de cette économie en Amérique latine et en Inde ont été présentés;
- * Le document sur le Socle de Protection Sociale, "SPS pour les travailleurs pauvres", développé par WIEGO et StreetNet. Ce document présente les idées et la pensée derrière le SPS, ses composantes, le paquet de sécurités de base, la Recommandation 202 de l'OIT, la problématique sur "la formalisation de l'économie informelle" qui attire l'attention sur les 7 éléments de la formalisation identifiés par les travailleurs de différents secteurs de l'économie informelle.

Le sujet d'un modèle-cadre pour la négociation collective au niveau local a

également été présenté et discuté pendant l'atelier.

Les participants en provenance de la Moldavie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine ont indiqué qu'il n'existe toujours pas ce genre de forums pour négocier au nom des travailleurs du secteur informel. Toutefois, ils ont souligné qu'il y avait un grand besoin pour ce type de forums afin de protéger les droits des travailleurs du secteur informel. Les avantages et les inconvénients de ces forums ont également été identifiés.

Le Comité central de l'Union Syndicale du Commerce de la République Kirghize - le seul syndicat qui a une expérience considérable dans les forums de négociation - et les autres représentants de ce syndicat, ont partagé leurs expériences avec les autres participants, la façon dont ils ont réussi à atteindre le point où ils ont pu négocier avec les municipalités, et en plus, la façon dont ils ont continué à être un syndicat très respecté au niveau de la municipalité urbaine.

Mubara Niyazova a parlé aux participants à l'atelier sur les succès du Syndicat du marché de Dordoi et a partagé un exemple important de la réussite du syndicat: c'est quand le syndicat a prouvé au bureau local d'impôts que le budget de la municipalité locale pourrait être augmentée pas "en augmentant le paiement des frais de location pour les commerçants", mais à travers le paiement d'impôts peu élevés par tous les commerçants. Cette affaire a été une grande réussite pour le syndicat et par la suite, l'effectif de ses membres a commencé à croître rapidement.

Le marché de Dordoi est le plus grand marché international de gros et de détail en Asie centrale, avec environ 30 000 commerçants engagés et environ 10 à 15 mille agents supplémentaires de services de soutien. Le syndicat compte environ 13 000 membres (vendeurs et porteurs) et a une réputation très positive et forte tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du marché.

Les commerçants vendent une large gamme de produits, allant des aliments aux produits manufacturés (tissus, vêtements, appareils électriques, articles de toilette, de l'artisanat) aussi bien locaux qu'importés. Les vendeurs fournissent aussi des services tels que la



Les affiliés de l'Europe de l'Est avec Pat Horn au marché de Dordoi



Le représentant de la FTUEU présente le groupe de travail sur le Point Focal Régional

coiffure, l'échange de devises étrangères, les services de téléphonie et la livraison d'aliments.

Cependant, puisque l'industrie textile est bien développée en République Kirghize, les produits vestimentaires domestiques dominent le marché et sont très populaires en raison de leur meilleure qualité et leur prix.

Une très bonne expérience a été partagée par Natalia Cera Brea, chargée du département judiciaire d'UPTA, qui s'occupe principalement de la loi sur les travailleurs autonomes en Espagne. L'existence d'une telle loi résout les problèmes des travailleurs autonomes en ce qui concerne leur reconnaissance juridique. Après avoir été officiellement enregistré comme "travailleur autonome", un tel travailleur est automatiquement couvert par la sécurité

sociale.

A la fin de la journée, les participants ont discuté de la question du Point Focal Régional pour l'Europe et l'Asie Centrale et ont convenu que ce sujet nécessite une étude plus approfondie et des discussions entre affiliés en Europe et en Asie centrale. Pat Horn a souligné que la première phase de discussions sur le PFR a été lancée par le Secrétaire de StreetNet, M. Cesar Garcia Arnal, qui représente UPTA. Il a présenté un document de position sur sa proposition, concernant l'emplacement du PFR pour l'Europe, à la réunion du Conseil International en Mai 2013. Dans cette proposition, il a reflété la position d'UPTA, en soulignant qu'un pays d'Europe de l'Ouest serait un meilleur endroit pour le PFR car la plupart des institutions internationales influentes sont basées en Europe de l'Ouest, à savoir à Bruxelles.

La discussion sur ce point ne visait pas une prise de décision finale par les affiliés de l'Europe de l'Est et d'Asie centrale concernant le PFR pour l'Europe et l'Asie centrale. Cependant, les représentants sont parvenus à un accord sur des conditions très importantes qui doivent être prises en compte lors de la décision finale à cet égard. Il s'agit notamment:

- Le PFR devrait être dans un pays Russophone;
- La facilité d'entrer dans le pays (problème de visa, la durée du voyage) serait un facteur persuasif.

Tous les participants ont évalué l'atelier positivement et ont noté que c'était une excellente occasion pour eux d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances ainsi que de partager leurs expériences.

Une Réunion Syndicale Sous-régional s'est tenue à Issyk-Kul, au Kirghizistan

Par Oksana Abboud, Organisatrice de StreetNet

Du 23 au 25 Juillet 2013, la CSI/CRPE, en collaboration avec ACTRAV (Bureau de l'OIT à Moscou), a organisé une réunion syndicale sous-régionale dont l'objectif était de réunir les représentants de haut niveau des centrales syndicales nationales d'Europe de l'Est et d'Asie centrale pour discuter sur l'emploi informel (IE), identifier des actions prioritaires nationales et formuler des recommandations de la région à la CSI/CRPE et à l'OIT, qui seront incluses dans le processus d'établissement des normes de l'OIT et d'élaboration des priorités pour le travail régional/international.

L'Economie Informelle n'est pas un phénomène nouveau en Asie Centrale et en Europe de l'Est. Elle existait déjà pendant l'ère soviétique (URSS) avant l'effondrement du système communiste. Cependant, elle était un peu moins visible et pas vraiment prononcée. Elle était étouffée par des méthodes répressives de l'Etat et 'était très facile d'emprisonner les gens pour des activités économiques informelles. Les principaux facteurs de la croissance de l'économie informelle dans l'ex-URSS étaient la transition de l'agriculture collective à l'agriculture privée et la main-d'œuvre migrante.

L'économie informelle dans cette région a ses racines dans plusieurs secteurs de l'économie et est fortement représentée dans l'agriculture, le commerce, le secteur des services, la construction, le tourisme et le transport. Comme elle croît de plus en plus partout dans le monde, les syndicats nationaux de cette partie de la région ont aussi



commencé à se préoccuper davantage de travailleurs employés de manière informelle. Ce secteur était moins attrayant pour eux par exemple, il ya dix ans quand l'OIT a soulevé cette question comme l'une de celles qui devraient préoccuper les syndicats.

Environ 30 leaders syndicaux ont participé à la réunion en provenance de l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan et l'Ukraine. Il y avait aussi des représentants de différentes organisations internationales, telles que la FES, le Centre de solidarité AFL-CIO et l'Université du Massachusetts/Amherst.

L'événement a été ouvert par M. Asylbek Toktogulov, Président de la Fédération des Syndicats du Kirghizistan et par M. Sergejus Glovackas, spécialiste principal des activités des travailleurs au bureau de l'OIT à Moscou, qui a noté que cette réunion était un moment très important pour les discussions qui pourraient donner un contexte aux discussions lors de la prochaine Conférence de l'OIT en Juin 2014, qui va examiner la question de la formalisation de l'emploi informel.

Lors de la première session, les experts de l'OIT ont présenté le survol du problème. M. Alan Pelce, spécialiste principal des normes du travail au bureau de l'OIT à Moscou, a

décrit les normes importantes de l'OIT relatives à l'emploi informel. Il a noté qu'il n'existe pas de définition universelle de l'emploi informel parce que cette question est très spécifique et varie d'un pays à l'autre. Cependant, les conventions et recommandations de l'OIT ont un caractère universel et concernent non seulement les salariés mais aussi tous les travailleurs malgré le caractère et les particularités de leurs activités professionnelles. Il a également souligné que ces normes ne sont pas respectées en pratique et que plus le niveau d'informalité est élevé, plus sont les possibilités de violation de ces normes.

M. Pelce a présenté le développement chronologique des normes de l'OIT relatives aux travailleurs engagés dans des relations informelles de travail et a mentionné toutes les conventions et recommandations qui visent à réglementer l'activité du travail des groupes distincts de travailleurs, d'une manière qui a créé les conditions nécessaires pour la formalisation de leurs relations de travail. Ces problèmes sont liés à la Convention no.177 sur le Travail à Domicile, la Convention no.189 sur le Travail Domestique ainsi que la dernière recommandation no.202 de l'OIT sur les Socles de Protection Sociale.

Le Professeur Krastyo Petkov de l'Université de l'Economie Nationale et Mondiale de la ville de Sofia, en Bulgarie, a montré les liens entre l'économie informelle, la corruption et les

systèmes fiscaux dans son exposé. Il a montré pourquoi l'EI est en croissance, a défini les facteurs principaux de sa croissance dans le monde et a fourni une analyse de l'EI dans les pays de l'Union Européenne. Il a mis l'accent sur la société civile et les syndicats qu'il a décrit comme étant plutôt faibles, ce qui rend difficile la résolution du défi de l'emploi informel ainsi que l'élimination de la corruption. Ces éléments sont étroitement liés entre eux. Prof Petkov a également mentionné "l'organisation de travailleurs à domicile" en Bulgarie, qui est un bon exemple d'organisation indépendante pour cette catégorie de travailleurs. Il a également souligné que les syndicats, à leur tour, doivent trouver un moyen de s'occuper aussi et organiser les travailleurs engagés de manière informelle.

Stanislaw Cieniuch, Directeur du Bureau du Centre de Solidarité AFL-CIO au Kirghizistan, a fait un bref exposé axé sur les aspects juridiques de l'économie informelle. Il a insisté sur la primauté du droit qui doit prévaloir dans tout gouvernement, lors de l'élaboration des politiques nationales et l'élimination de la corruption.

La deuxième session a été consacrée à l'expérience syndicale par rapport à l'EI.

Anton Leppik, Conseiller à la CSI/ CRPE, a présenté l'approche du CRPE concernant la question de l'emploi informel. Il a souligné que le CRPE se focalise sur deux aspects des relations de l'économie informelle. D'une part, le CRPE met l'accent sur la représentation des intérêts de l'EI et de travailler avec les travailleurs autonomes libres et "forcés", par la prévention de la discrimination, la création des organisations de travailleurs et la promotion des négociations collectives. D'autre part, l'accent est mis également sur la non-acceptation du travail non déclaré dans le secteur formel et la nécessité de développer des mesures pour formaliser les relations du travail à travers des mécanismes de dialogue social.

Il a aussi souligné certains effets aussi bien positifs que négatifs de l'emploi informel et a défini les catégories les plus vulnérables engagées dans les relations informels de travail (les femmes, les enfants et les retraités) dans la région.

Les leaders syndicaux ont donné une courte présentation sur leurs approches et expériences dans leurs pays respectifs, et sur le fait que les syndicats ont déjà commencé certaines initiatives communes avec les partenaires sociaux et les institutions de l'Etat sur la prévention des sombres desseins de paiement du travail. Ils ont également parlé de leurs expériences d'organiser surtout en ce qui



Oksana Abboud, organisatrice de StreetNet et Pat Horn, Coordinatrice Internationale lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion sous-régionale.



Les représentants de l'OIT/Bureau de Moscou et la CSI/CRPE accueille la réunion sous-régionale

concerne la représentation des travailleurs autonomes de "professions libérales".

Les séances de la journée suivante ont été sur les approches sectorielles, attirant l'attention des organisations internationales sur la façon dont elles s'occupent des travailleurs informels.

Kirill Buketov, représentant de l'UITA, a partagé la position de son organisation sur l'économie informelle, qui est forte par rapport à la protection sociale de tous les travailleurs, quelque soit la nature formelle ou informelle de leur relation du travail.

StreetNet International a aussi donné sa contribution à la réunion. Oksana Abboud, organisatrice pour l'Europe et l'Asie, a présenté un aperçu général de la structure de StreetNet. Pat Horn, sa Coordinatrice internationale, a souligné les principales priorités de StreetNet et les activités sur lesquelles StreetNet se penche actuellement, à savoir le socle de protection sociale et le modèle-cadre pour la négociation collective au niveau local.

Etant donné que la réunion visait à développer des idées et donner des recommandations issues de la région concernant l'emploi informel, les participants ont été chargés de travailler en groupes et d'identifier les instruments au niveau national et les politiques nécessaires pour la formalisation de leur travail. Au dernier jour de la réunion, ils ont pu identifier leurs actions et acteurs prioritaires nationaux et élaborer des recommandations de la région pour la CSI/CRPE et l'OIT, qui doivent être incluses dans le processus de mise en place des normes de l'OIT et d'élaboration des priorités pour les travaux régionale/internationale.

En conclusion, on peut dire que StreetNet International et ses alliés sont devenus plus connus et visibles en Europe de l'Est et en Asie Centrale. C'est pourquoi il y a beaucoup d'espoir et de potentiel de travailler plus efficacement et avec succès dans cette région, en accordant une attention à l'organisation des commerçants informels et les affilier à StreetNet International.

Atelier Régional des Amériques sur L'Economie Sociale et Solidaire et le Leadership des Femmes

Par CTCP

La Confédération des Travailleurs Autonomes du Nicaragua, le Point Focal de StreetNet International pour les Amériques, a achevé la "Deuxième Réunion des Travailleurs Autonomes, Vendeurs de Rue et de Marché pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire" du 25 au 29 Août 2013.

Cet événement comprenait la participation de 14 pays des Amériques : le Guatemala, l'El Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Cuba, le Mexique, le Chili, l'Uruguay, l'Argentine, le Pérou, le Venezuela, la Colombie, les États-Unis et le Canada.

En plus, les membres du Comité Exécutif de la plus grande Fédération Syndicale du Nicaragua, le Front National des Travailleurs dont la CTCP est membre, y ont participé.

La réunion a discuté des questions importantes pour le développement du secteur concernant la mise en œuvre de l'Economie Sociale et Solidaire, surtout la participation de notre secteur et le leadership des femmes dans nos organisations, et la révision du Point Focal des Amériques pour un fonctionnement plus efficace.

Nous avons enregistré la participation des hauts fonctionnaires et des spécialistes dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire. L'un d'eux, M. Pedro Haslam, Ministre de l'Économie Communautaire, Coopérative et Associative, et le Dr. Orlando Nuñez, Conseiller du Président pour des questions de

développement socio-économique, qui du point de vue pratique, a expliqué l'application des politiques publiques. Ils ont décrit le processus d'application des politiques qui renforcent les relations sociales et la solidarité d'auto-gestion entre les travailleurs et le gouvernement.

Pour illustrer ce processus, nous avons effectué une visite sur le terrain dans une coopérative de femmes dans la ville de San Francisco Libre, Département (province) de Managua, où les participants ont eu l'occasion de partager l'expérience d'un groupe de femmes qui se sont réunies pour renforcer leurs efforts et pour influencer leur propre croissance économique et sociale.

L'Economie Sociale, Solidaire et d'Autonomie de Gouvernement ne serait pas une alternative au capitalisme ni une réaffirmation de la soi-disant économie formelle, qui est d'ailleurs en baisse. L'Economie Sociale, Solidaire et d'Autonomie de Gouvernement que nous pratiquons en tant que travailleurs autonomes, travailleurs de rue, travailleurs à domicile et beaucoup d'autres noms que les gens nous ont donnés, sert à construire un nouveau modèle de développement économique et social pour la vie, les travailleurs, l'humanité et l'environnement.

Dans ce nouveau contexte politique, la participation des femmes joue un rôle clé dans la lutte pour la libération de notre peuple, d'où la nécessité de mettre à leur disposition de l'espace nécessaire dont elles

ont besoin pour jouer les différents rôles d'intégration de la famille, de la communauté, de l'union, non seulement en tant que mère, épouse ou compagne à la maison, mais aussi pour faire plus pour surmonter les obstacles, améliorer la participation et le leadership.

La sensibilisation de la société que nous voulons est la meilleure contribution que nous pouvons donner aux femmes pour la lutte afin d'élever leur amour de soi, la participation, le leadership et surtout pour mettre fin à la violence conjugale et la charge du travail. Dans ce sens, nous devons soutenir les femmes leaders des programmes phares tels que la compagne Leonor Corea, Directrice du programme "Usura Cero", qui finance et assure la promotion des associations des femmes et des activités économiques autour du leadership et la protection économique et sociale. Tout comme la compagne Justa Pérez, leader syndical et député à l'Assemblée Nationale, qui a partagé toute la perspective de croissance dans un syndicat, les difficultés et les progrès que ce processus a connus.

Cette réunion a été un succès; elle nous a réunis de nouveau ensemble, nous avons été renforcées en tant qu'organisations sœurs qui luttent pour les meilleures conditions de travail pour nos membres et parce que nous identifions ces points communs, et les progrès que nous enregistrons pour continuer à travailler à l'intérieur et à l'extérieur de nos organisations, afin de renforcer notre présence et la reconnaissance de l'industrie, ainsi que son inclusion dans les programmes de développement dans nos pays respectifs.



REUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL A CONAKRY OUVRIR LA VOIE POUR L'AVENIR

Par Cesar Garcia Arnal
Secrétaire de StreetNet International

Je dois admettre que je ne pouvais pas imaginer une réunion aussi productive qu'intense, c'est ce qui s'est passé lors de la récente réunion du Conseil International de StreetNet International à Conakry, en Guinée. C'était ma première réunion en tant que Secrétaire International de StreetNet. J'ai trouvé cette réunion du Conseil International épuisante mais enrichissante car elle m'a donné l'occasion de rencontrer mes collègues et de me familiariser avec leurs cultures.

Il y a beaucoup de questions qui ont été abordées à cette réunion. D'autres n'ont pas été discutées car l'ordre du jour était très chargé et le temps est passé très vite pour inclure tous les points à l'ordre du jour. Cependant, je voudrais faire des commentaires sur certains d'entre eux, car à mon humble avis, ils peuvent être nécessaires pour l'avenir de StreetNet International.

Tout d'abord, je tiens à souligner l'importance d'avoir de bonnes relations organisationnelles, de médias et de communication. StreetNet, en dépit d'être la plus importante organisation au monde pour la défense des vendeurs de rue, n'a pas de présence significative dans le monde des médias. La difficulté d'accès aux nouvelles technologies, les réseaux ou médias sociaux qui sont au cœur de "faire d'excellentes nouvelles", rend anonyme les nouvelles que StreetNet produit tous les jours. Nous devons tous nous engager les uns et les autres et partager nos nouvelles, pour que nous puissions informer le monde sur nos actions.

Un autre problème à souligner, qui découle d'une des résolutions de la réunion du Conseil International, concerne la mise en œuvre d'un système de collaboration entre



les associations membres, fournir des informations aux vendeurs migrants qui décident de poursuivre leurs moyens de subsistance dans d'autres pays. Le Secrétariat de StreetNet International, avec le soutien du Président et du Comité Exécutif, a présenté un rapport proposant la création d'un protocole entre les associations à cet effet. Le rapport a été approuvé et StreetNet travaille sur cette question.

Les jeunes sont également un autre secteur sur lequel je voudrais attirer l'attention. Ils ont une valeur importante: ils ont besoin d'une "voix", et doivent être entendus, doivent être organisés et doivent avoir la possibilité de proposer des alternatives pour l'avenir. Ils regardent la vie différemment, ont des préoccupations et des propositions pour y remédier. La santé, la pauvreté, l'emploi, la vie familiale et l'avenir sont des aspects de la vie qui troublent notre jeunesse. StreetNet, avec l'approbation du Président et de son Comité Exécutif, a présenté une proposition pour une structure de la Jeunesse au "sein" de StreetNet. J'espère que d'ici la prochaine réunion du Comité Exécutif qui aura lieu plus tard cette année à Madrid, nous aurons déjà commencé à travailler sur cette proposition.

Une autre question qui a été discutée à la réunion du Conseil International est l'accès au financement dans l'avenir. Le temps change et nous devons nous y adapter. Il est nécessaire que le département de projets de StreetNet soit renforcé, car il y a de grandes opportunités d'entreprendre des programmes internationaux qui profiteront à nos membres. Toutefois, à cette fin, nous devons nous entourer de bons professionnels qui chercheront ces projets et nous soutenir dans leur

exécution. Nos bailleurs de fonds diminuent de plus en plus et notre organisation ne peut plus dépendre d'eux.

Pour cette raison, le Secrétariat de StreetNet International et le Président ont commencé à tenir des réunions avec des équipes de professionnels qui dominent la scène internationale, et qui vont nous aider dans cette tâche. En Novembre, ils présenteront au Comité Exécutif de StreetNet, une proposition pour une étude que nous allons conclure indiquant les besoins politiques les plus pressants de notre organisation, des avenues de financement et les différents projets qui peuvent être entrepris.

Enfin, un travail remarquable dans lequel tous les organes élus et les associations membres doivent être impliqués, c'est à l'adoption de la résolution par l'OIT en 2014 sur l'économie informelle. Nous devons tous, membres de StreetNet International, parler avec nos gouvernements, demander leur soutien, expliquer nos besoins et leur faire signer la recommandation, ouvrant ainsi la voie pour l'avenir.

Je ne veux pas terminer cet article sans reconnaître le travail et les efforts de nos employés, ce qui est très nécessaire en ces temps. Nous ne pouvons pas nous passer d'eux puisque chacun a fait un travail extraordinaire pour nos membres. Nous devons trouver tous les moyens de les garder avec nous dans une ambiance de travail de respect et d'harmonie.



Utiliser les médias sociaux pour créer un impact

par Sharon Pillay, chargée des médias et de publicité pour StreetNet

Facebook est l'un des sites sociaux le plus dynamique, avec un nombre d'utilisateurs estimé à environ un milliard. C'est une bonne plateforme pour afficher des informations comme les nouvelles y circulent rapidement parce que c'est un site qui est facilement accessible et populaire.



Récemment, les organisateurs de StreetNet ont envoyé des lettres aux affiliés leur demandant de se joindre à la page Facebook de StreetNet. Ils ont également suggéré que les organisations aient leurs propres pages. S'il y a un grand nombre de gens qui rejoignent la page de StreetNet, les messages plus rapides peuvent être partagés par plusieurs personnes. Pour nous aider, veuillez encourager les autres d'aimer notre page. Ils peuvent le faire à travers leurs pages Facebook et le compte personnel Facebook en proposant la page de StreetNet aux amis. On le fait en cliquant sur le bouton d'invitation qui se trouve sur le côté droit de la

page.

Les médias sociaux sont l'une de ces plateformes où la communication, l'innovation et les meilleures pratiques sont partagées au quotidien. Les médias sociaux sont indispensables pour le brainstorming, l'éducation et partage des connaissances. On peut partager des messages de soutien, vos dernières campagnes et info sur:

<https://www.facebook.com/pages/StreetNet/175851405831761>

Conseils sur les stratégies de base pour les médias sociaux

1. Poster plus de photos et de vidéos

Aussi importants que les messages sont, les photos et vidéos ont une réponse émotive. Nous n'avons pas besoin de penser, nous réagissons immédiatement. Un texte doit être lu, puis traité par le cerveau pour être compris. Les vidéos doivent être de 3-5 minutes pour obtenir un maximum d'attention.

2. Titres/légendes appropriés

Les légendes doivent être courtes et doivent saisir l'objet du sujet. Elles doivent également être assez frappantes pour encourager les gens à partager l'information.

3. Suivre les exemples d'organisations similaires

Il serait utile de savoir ce qui marche pour votre organisation en observant aussi les organisations similaires, surtout si vous voulez créer votre page, et augmenter le nombre d'adeptes engagés.

4. Afficher le contenu et le calendrier

Essayez de vous procurer une grande variété de contenu pour votre page. Surveillez votre page pour voir le moment que la plupart d'utilisateurs sont en ligne. Est-ce pendant la journée, la nuit ? Les gens ont tendance à être plus actifs pendant le week-end. Du Vendredi après-midi au Dimanche soir sont les heures de pointe, donc ce serait un bon moment pour échanger avec les utilisateurs et poster à ce moment.

5. Faire usage de liens

Les liens sont un bon moyen d'augmenter le trafic social. Beaucoup de messages de médias sociaux proviennent des liens sur leurs sites Web. Partage trop de liens n'est pas une si bonne idée car le site doit également contenir des informations différentes pour lire et naviguer sur le site lui-même. Les liens peuvent être partagés sur d'autres sites qui peuvent fournir des ressources pour votre sujet.



Coordonnées

Site web: www.streetnet.org.za

Tel: +27 31 307 4038

E-mail: info@streetnet.org.za



Missions de l'Organisateur de StreetNet en Afrique de l'Est : Burundi, Rwanda et Kenya

Par Sibailly Douhoure, Organisateur de StreetNet

En tant qu'Organisateur et Educateur, je me suis rendu au Burundi, au Rwanda et au Kenya, du 21 Juillet au 6 Aout 2013. Au Burundi, j'ai participé le 23 Juillet au deuxième congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs du Transport, du Social et du Secteur Informel. A la cérémonie d'ouverture, j'ai été invité à prendre la parole au nom de StreetNet en présence des invités et des 150 participants venus de tout le pays. L'affilié de StreetNet, le syndicat des vendeurs de rue était représenté par 3 femmes.



principal de ce séminaire, avec les communications suivantes :

- (a) L'économie sociale et solidaire au Burundi/Oportunités et défis
- (b) Le système des micro-finances au Burundi Expérience d'intégration du secteur informel aux systèmes de micro-finances au Burundi
- (c) Possibilités d'adhésion des membres du SYVEBU aux institutions de micro-finances.

Ce séminaire a permis aux participants de mieux comprendre la notion de l'économie sociale et solidaire et de voir les possibilités réelles offertes pour les vendeurs de rue.

Après le congrès, j'ai participé à un séminaire organisé le 24 Juillet par SYVEBU et financé par StreetNet dans le cadre des activités de soutien aux affiliés. Il y avait 54 participants dont 43 femmes, venus de 17 localités. L'économie sociale et solidaire était le thème



Les visiteurs regardent l'activité culturelle avant la cérémonie d'ouverture en dehors de la salle de la



L'activité culturelle pendant la cérémonie d'ouverture dans la salle de la conférence



Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet a été invité à présenter un discours au nom de StreetNet, à la cérémonie d'ouverture.

Je me suis rendu au Rwanda du 28 Juillet au 1 Août. A Kigali, le 28 Juillet, j'ai rencontré en M. Lamech Nambajimana, du BIT pour me renseigner sur la situation syndicale locale. Ce dernier m'a recommandé de prendre contact avec les trois organisations des travailleurs qui sont les plus représentatives : CESTRAR (Centrale des Syndicats des Travailleurs du Rwanda) ; COSYLI- Conseil National des Organisations Syndicales Libres - Rwanda. J'ai rencontré les dirigeants de la CESTRAR et du COSYLI-, et visité le siège de leurs organisations. Le COSYLI a manifesté son intérêt d'entretenir des relations avec StreetNet et a demandé à remplir la fiche d'enregistrement de StreetNet pour une de ses organisations affiliées appelée le Réseau Syndical pour la Promotion du Statut de la Femme travailleuse. Le premier responsable de COTRAF était à un séminaire de formation organisé par le BIT à l'intérieur du pays. L'objet de la mission était de faire connaître StreetNet International au Rwanda et d'examiner les éventuelles possibilités de relation avec des organisations opérationnelles.

Le 1er Aout, j'ai été accueilli à l'aéroport de Nairobi par Wilson Maina Mwangi, Secrétaire Général de KENASVIT et je me suis rendu à Kisumu le même jour. A Kisumu, j'ai visité TOM Mboya College, un établissement de formation géré par COTU, la Confédération des Travailleurs du Kenya. J'ai été reçu par Mme Rosemary N.O. Meyo, la Directrice et M. Onyango Ngolo, le responsable de la bibliothèque qui ont expliqué l'histoire, les objectifs et les services offerts par le centre. Le centre est situé sur une étendue de plusieurs hectares et comprend des bureaux, une bibliothèque, des salles de formation, une salle de multi-média, un réfectoire, des

Extraits du séminaire de SYVEBU



logements pour les stagiaires et un espace de sports. Les tarifs pratiqués pour les formations sont très bon marché. Ce centre pourrait servir de cadre pour la formation des formateurs de StreetNet et aussi pour développer et vulgariser les cours de formation spécifiques dans le domaine de l'économie informelle.

Après TOM Mboya college, j'ai visité le bureau de KITES, la section locale de KENASVIT à Kisumu. J'ai profité de cette occasion pour échanger avec Antony Kwache, le président de KITES, et les autres dirigeants locaux. J'ai aussi visité les espaces réservés aux vendeurs et discuté avec quelques uns des membres dans les rues.

Après Kisumu, je me suis rendu à Nakuru situé à 260 km de Nairobi pour visiter le siège national de KENASVIT. Je me suis entretenu avec quelques dirigeants et le staff, notamment le coordinateur national, Francis Kapere, le responsable urbain de Kisumu, Kariuki Muraya et la comptable, Eunice Wangui Muiruri.

La visite dans les deux localités m'a permis de voir les capacités de gestion de l'affilié de StreetNet ainsi que les luttes menées par les vendeurs eux-mêmes dans ces villes.